



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/16777
9 octobre 1984
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 2 OCTOBRE 1984, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE
SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE
AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de me référer à la lettre du 12 septembre, qui vous a été adressée par le Représentant permanent du Nicaragua et qui a été distribuée sous la cote S/16744.

Les allégations formulées dans cette lettre sont dénuées de tout fondement. Afin de rétablir la vérité, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique tient à apporter les précisions suivantes concernant le décès, le 1er septembre, de deux ressortissants des Etats-Unis, au Nicaragua .

Le Gouvernement des Etats-Unis a clairement déclaré que les ressortissants des Etats-Unis, qui ont trouvé la mort dans l'incident mentionné par le Nicaragua, n'étaient pas des agents du Gouvernement des Etats-Unis, ni liés d'aucune manière à des fonctionnaires de ce gouvernement ni mêlés à des activités de ce gouvernement dans la région.

Le Représentant permanent du Nicaragua semble se fonder sur des comptes rendus de la presse des Etats-Unis tendant à étayer ses allégations mais une lecture attentive lui aurait permis de constater que lesdits articles établissaient clairement que les deux hommes en cause avaient agi à titre privé. Qui plus est, des fonctionnaires du Gouvernement des Etats-Unis ont nié, et non pas reconnu comme le Représentant du Nicaragua l'affirme dans sa lettre, que des départements du Gouvernement des Etats-Unis auraient eu pleinement connaissance des activités du groupe.

Il est utile que le Conseil sache aussi qu'à la date en question plusieurs militaires cubains ont trouvé la mort dans un accrochage avec des combattants de la liberté nicaraguayens. En omettant de signaler le décès de ces Cubains, la presse surveillée du Nicaragua s'est rendue coupable d'une inexactitude de plus dans son compte rendu dudit incident.

Le récit tendancieux et inexact fait par le Représentant permanent du Nicaragua prouve une fois de plus que le Gouvernement nicaraguayen tente de se servir du Conseil de sécurité comme d'un instrument de propagande pour détourner l'attention du soutien que le Gouvernement nicaraguayen apporte à la subversion dans la région, du renforcement alarmant de son arsenal militaire, de la violation des droits de l'homme dont il se rend coupable et de son refus d'organiser des élections libres et honnêtes.

La mauvaise foi du Gouvernement nicaraguayen est d'autant plus évidente qu'après avoir accueilli quelque 10 000 Cubains et de nombreux autres "conseillers" et militaires étrangers, il élève des protestations contre la poignée d'étrangers qui luttent aux côtés des Nicaraguayens pour établir les droits et les institutions démocratiques que le FSLN a promis mais jamais accordés au Nicaragua.

(Signé) Jeane J. KIRKPATRICK

